



Cérémonie du 60e anniversaire du cessez-le-feu en Algérie

Samedi 19 mars 2022

Madame la Députée,

Monsieur le Président du Comité du 12^e de la Fédération nationale des anciens combattants en Algérie, Maroc et Tunisie,

Mesdames et Messieurs, les membres des associations d'ancien-nes combattant-es,

Mesdames et Messieurs les Elu-es,

Mesdames et Messieurs,

Il pourrait paraître incongru de commémorer aujourd'hui la fin d'une guerre alors même qu'une autre guerre vient de commencer. Ce serait omettre qu'en 60 ans, jamais ce monde n'a été totalement en paix. Bien sûr, l'Europe est touchée, les combats font rage à quelques heures d'ici et soudainement, les choses deviennent plus concrète à nos yeux. Mais les canons ont toujours grondé. 60 ans ont passés. Presque le temps d'une vie humaine. Un claquement de doigt dans l'histoire de l'humanité. Et pourtant : Vietnam, Darfour, Sierra Leone, Rwanda, Golfe, Kosovo, Balkans, Afghanistan, Irak... la liste des pays impliqués dans des conflits au 20^e et 21^e siècle est longue... C'est pour cette raison que cette Journée nationale du souvenir et de recueillement à la mémoire des victimes, civiles et militaires, de la guerre d'Algérie et des combats en Tunisie et au Maroc doit toutes et tous nous rassembler. La fin d'une guerre, malgré ce qu'elle laisse d'atrocités ineffaçables, est un miracle qu'il faut chérir. Les circonstances particulières de la commémoration d'aujourd'hui nous apportent, paradoxalement, un peu d'espoir : la guerre peut s'arrêter. 60 ans après les Accords d'Évian, nous nous souvenons de l'horreur de huit ans d'un conflit des plus douloureux et nous célébrons la paix.

Nous commémorons aussi la résistance d'un peuple face à l'oppression et le combat des algériennes et des algériens pour leur indépendance, finalement proclamée le 3 juillet 1962. Cette commémoration est l'occasion de rappeler notre attachement inconditionnel à la démocratie et le rôle primordial de la mémoire pour éviter le retour de la violence, des guerres et des dictatures, qui ne sont pas une fatalité.

Il faut, à ce titre, saluer le travail des nombreux.ses historiennes, historiens, universitaires et journalistes qui, au-delà des passions et des rancœurs, s'attachent à produire une documentation scientifique rigoureuse sur cette période.

Leurs travaux, parfois l'œuvre d'une vie, sont un trésor inestimable pour la jeunesse et les générations à venir.

Alors que les actrices, les acteurs et les témoins directs de cette guerre atteignent aujourd'hui le grand âge, les récits de celles et ceux qui peuvent et veulent encore parler sont essentiels. Le choix du silence n'est pas condamnable, mais rien ni personne ne doit jamais empêcher la parole. Même lorsqu'elle révèle les pires aspects de la nature humaine, même lorsqu'elle établit une vérité difficilement supportable, même lorsqu'elle vient ternir une histoire commune que l'on voudrait plus glorieuse.

Malgré une foisonnante littérature et de nombreuses enquêtes empiriques, le bilan humain de la guerre d'Algérie, six décennies après les faits, n'est pas encore arrêté. Aussi, si je m'apprête à mentionner des chiffres vérifiés, je dois dire d'emblée que les milliers de tués, civils et militaires, qui n'ont pas été officiellement recensés sont, bien entendu, pleinement associés à ce temps de recueillement national.

Souvenons-nous donc des nombreuses victimes de cette guerre en Algérie. Je pense d'abord aux 32 morts du 12^e, auxquels nous avons rendu hommage il y a quelques minutes devant ce Monument aux Morts. 2 500 000 militaires ont été envoyés en Algérie, Maroc et Tunisie entre 1952 et 1964, par le gouvernement français, pour défendre un monde déjà dépassé, mais qu'il refuse alors de voir disparaître.

Parmi eux, il faut le rappeler, plus d'1 300 000 conscrits, aussi nommés « appelés du contingent », de jeunes gens qui n'avaient souvent jamais quitté leur région ni porté une arme et que la guerre a sorti subitement de l'innocence. Les conflits laissent des traces dans les âmes et les corps de celles et ceux qui les vivent directement et indirectement. En Algérie, 24 000 soldats ont été tués et plus de 65 000 ont été blessés, mais combien de familles endeuillées, de réfugiés et de destins tragiques faut-il prendre en compte ?

Je n'oublie pas, nous n'oublions pas, les plus de 250 000 morts algériennes et algériens, les 2 788 civils français tués, les milliers de civils algériens enlevés, mutilés, torturés, éliminés... Nous n'oublions pas non plus les dizaines de milliers de harkis, livrés à leur sort à l'issue de cette guerre, massacrés dans une vendetta fratricide aveugle et cruelle. Leur abandon par l'État français, parce qu'il faut l'appeler ainsi, constitue un crime dont il ne pourra jamais s'exempter. La fin officielle des hostilités marque aussi le début de l'exode brutal et traumatisant pour les françaises et français d'Algérie et leur intégration difficile au sein d'une société qu'ils ne connaissent pas. Une tragédie qui laisse encore aujourd'hui des traces dans les esprits de celles et ceux qui l'ont vécu ou qui ont hérité de ce douloureux passé. Le sens de la journée nationale du 19 mars, c'est de rendre hommage à toutes les victimes de la guerre d'Algérie et des combats du Maroc et de la Tunisie. Le sens de la journée nationale du 19 mars, c'est d'honorer toutes les douleurs et de reconnaître toutes les souffrances.

Les désaccords autour du choix de la date du 19 mars 1962 pour l'organisation de cette commémoration, je les connais. Nous le savons toutes et tous, cette date est un acte de paix qui n'arrêtera pas l'histoire ni les violences : des milliers de françaises, français, d'algériennes et d'algériens ont été victimes d'enlèvements, de tueries et d'attentats perpétrés après le cessez-le-feu. Elles et ils sont les ultimes martyrs de ce conflit.

Les séquelles et les ruines de la guerre, de la colonisation et de la néo-colonisation sont encore fumantes. Notre travail de mémoire aujourd'hui est d'apaiser les tensions et de panser les plaies encore ouvertes.

La guerre d'Algérie est, à bien des égards, l'un des conflits les plus complexes de la seconde moitié du 20^e siècle et ne saurait souffrir d'analyses expéditives. Il n'y a qu'une vérité historique mais chacune, chacun, a vécu « sa guerre », ses engagements, ses désillusions, ses traumatismes... Il est important de respecter cette pluralité de points de vue, d'entendre les contradictions et les luttes internes qui ont pu traverser bien des femmes et des hommes durant ces années, à une époque qui n'exaltait pas les mêmes valeurs qu'aujourd'hui. Sachons les écouter. Nul n'est censé tout pardonner mais nous pouvons comprendre. Nous le devons même, si nous voulons éviter que les mécanismes qui ont conduit au déchainement d'une violence inouïe pendant ce conflit ne se réactivent un jour.

Nous étions, au début de la matinée, Place du 19 mars 1962 et c'est une fierté, en tant que Maire, d'accueillir cette place si symbolique dans notre arrondissement. Je profite de cette occasion pour rappeler notre mobilisation sans faille, avec les élu-es de l'équipe municipale, pour honorer la mémoire de toutes les personnes touchées par ce conflit, sans aucune distinction. 60 années plus tard, beaucoup reste à faire et des ressentiments subsistent mais cette place et cette journée sont un symbole fort de notre détermination à ne pas oublier les horreurs et les injustices laissées par ce conflit.

Je vous remercie.